

tembre de la même année – date de sa rentrée dans la politique – il se retira de la Commission d'agriculture.

Après avoir brusquement démissionné le ministre Willmar dit «de la situation» – «pour en finir avec toutes les lenteurs, avec les abus et avec tous les détestables principes dont était entachée l'administration défunte» (19) – Guillaume III confia la direction des affaires du Grand-Duché à Mathias Simons, qui forma son premier cabinet (23. 9. 1853) avec F. X. Wurth-Paquet, V. Jurion, Emm. Servais et Mathias Wellenstein, ce dernier comme administrateur-général des Travaux publics.

Dès son premier contact avec la Chambre, lors de la discussion du projet d'adresse en réponse au discours du trône, le ministre Simons put se rendre compte des sentiments que les trois quarts des députés éprouvaient à son égard, situation que Norbert Metz caractérisa par ces mots: «Le vent souffle à la réaction!»

Cette époque de la vie de Wellenstein fut-elle décisive? On pourrait l'admettre en lisant ce que le «Diekircher Wochenblatt» écrivait dans son numéro du 23. 9. 1853:

«Nous ne savons ce qui peut avoir engagé M. Wellenstein à accepter un portefeuille. Le maintien de la «situation» doit lui avoir fait croire la patrie en danger, pour qu'il se soit décidé d'accepter sa succession entourée de soins et de peines, lui qui aime, avant tout, son repos, et qui a même quitté pour ce motif la Cour supérieure de justice.»

«D'ailleurs, le ministre des Travaux publics actuel n'est plus dans la force de l'âge viril, et la prévenante hospitalité qu'il donna sur la Moselle au R. P. Zobel et à ses collègues (les Pères Rédemptoristes en tournée de mission), autorise à croire qu'il commence à songer au salut de son âme.» Même si cette dernière remarque est exacte, elle n'a rien à voir avec l'attitude que Wellenstein, sa vie durant, gardait à l'endroit de l'ingérence de l'Eglise dans les affaires de l'Etat. Voici ce qui nous servira à prouver cette assertion: Pendant les longs pourparlers qui précéderent la signature d'un nouveau concordat et la création d'un évêché, il y eut une phase où une profonde divergence se manifesta au sein du gouvernement. Lorsque, en février 1854, Simons et Wurth-Paquet semblaient se rallier au projet de l'internonce Belgrado avec lequel ils venaient d'avoir une entrevue à La Haye, Wellenstein et ses collègues Jurion et Servais s'opposèrent avec véhémence. Non seulement ils rejetèrent la proposition de faire revenir Mgr Laurent, mais ils évoquèrent quelque vingt raisons pour le rejet de la plupart des articles.

Voici un passage essentiel de la lettre que Wellenstein, Jurion et Servais adressèrent à leurs collègues se trouvant à La Haye:

«... Le projet... nous fait une situation pire que toutes celles dans lesquelles le pays s'est jamais trouvé placé, pire que l'état de choses consacré par la Constitution belge, pire que le status quo; il nous traite en pays qui viendrait seulement d'être conquis au catholicisme; il